

Péréquation verte - 1

Péréquation verte: principes généraux

Fiche technique - Élections 2019

Au Québec, on ne fabrique pas d'automobiles à essence, mais des trains, des métros, des tramways et des autobus.

On ne produit pas de pétrole, mais on a d'abondantes ressources renouvelables comme l'eau, le vent ou la forêt. Le 21^e siècle et sa nécessaire transition énergétique sont faits sur mesure pour le Québec. Chez nous, la lutte aux dérèglements climatiques rime avec prospérité.

L'environnement, c'est nous.

Le Canada, c'est une autre histoire. Comme c'est un État pétrolier, Ottawa court d'échec en échec avec des politiques incohérentes qui épargnent les pétrolières de l'Ouest. Les partis fédéraux auront beau promettre des cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) plus ambitieuses, le gouvernement fédéral ne les atteint jamais et rien ne changera sans se donner les leviers pour intervenir.

Tant qu'il ne deviendra pas coûteux de polluer et payant de réduire son empreinte carbone, le Canada continuera de polluer et le Québec peinera à prendre son envol. C'est ce à quoi nous condamnons le régime fiscal actuel, qui ne respecte pas le principe du pollueur-payeur.

Plutôt que soutenir le développement pétrolier par ses politiques économiques et fiscales et compenser les laissés pour compte de la manne pétrolière par la péréquation, le Bloc Québécois demande au fédéral d'utiliser son levier le plus efficace pour lutter contre les changements climatiques : la fiscalité.

Il propose de remplacer une partie de la péréquation actuelle, qui est un chèque d'assistance, par la péréquation verte, qui est une bourse d'excellence qui récompense les économies innovantes qui diminuent leur empreinte carbone.

Le Bloc propose la péréquation verte, une réforme fiscale qui remodelerait la taxe carbone, déplacerait une partie de l'impôt sur le revenu vers la fiscalité verte et reverrait la formule de péréquation pour y inclure des incitations à lutter beaucoup plus activement contre les changements climatiques.

La péréquation verte, qui combine les avantages de la fiscalité verte (elle s'applique à tous les pollueurs) et du marché d'échange (les bons joueurs empochent), est une forme de marché d'échange à l'échelle pancanadienne qui pourrait même servir de modèle à l'échelle internationale.

Concrètement, le Bloc Québécois propose :

- Qu'Ottawa impose une taxe sur le carbone, qui augmenterait graduellement jusqu'à 102 \$ la tonne en 2030, dans les provinces où les émissions de GES par habitant sont plus élevées que la moyenne canadienne;
- Que le fruit de cette taxe soit versé aux provinces où les émissions de GES sont inférieures à la moyenne, réparti selon leur performance environnementale, créant une forme de péréquation verte qui taxe les pollueurs et rétribue les bons joueurs;
- Que pour chaque dollar reçu en péréquation verte, Ottawa coupe 90 cents au chèque de vieille péréquation. Puisque la vieille péréquation diminuera moins que le montant de la péréquation verte, le chèque sera plus élevé dans les provinces où les émissions sont plus basses. Ce mécanisme devrait lancer une véritable course à l'innovation verte dont le Québec a tout pour sortir gagnant;
- À terme, la péréquation verte, payée par la taxation de la pollution, viendra partiellement remplacer la vieille péréquation, provenant du fonds consolidé et payée par l'impôt sur le revenu.
- Sa mise en place permettra donc une réduction des impôts sur le revenu des ménages québécois, mais aussi de tous les Canadiens, créant un autre incitatif à réduire ses émissions de GES.